Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

88-89 | 2002

Médecine et biologie

Création d'une association d'anthropologues enseignants du supérieur

Compte rendu de la réunion du 23 mars 2002

Richard Lioger

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2870>

DOI : 10.4000/jda.2870

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2002

Pagination : 257-261

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Richard Lioger, « Création d'une association d'anthropologues enseignants du supérieur », *Journal des anthropologues* [En ligne], 88-89 | 2002, mis en ligne le 01 juin 2003, consulté le 15 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2870>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Journal des anthropologues

Création d'une association d'anthropologues enseignants du supérieur

Compte rendu de la réunion du 23 mars 2002

Richard Lioger

- 1 Le nombre important des collègues présents (41)¹ ou qui, ne pouvant être là, se sont excusés (40) et encouragent à poursuivre les travaux, est de bon augure pour la suite de notre initiative. Un certain nombre de collègues ont eu connaissance de l'initiative assez tard, d'autres pas du tout. Les difficultés de posséder un listing complet des collègues de la discipline explique en partie cela, il est donc demandé de faire circuler la date de la prochaine réunion comme le présent compte rendu et les textes préparatoires, ainsi que de demander à tous de signaler les collègues qui souhaitent être mis au courant (le mieux étant le mail : lioger@zeus.univ-metz.fr).
- 2 La matinée commence par un tour de table des collègues présents qui exposent la situation de l'ethnologie dans leurs universités. Il y apparaît des situations relativement disparates quant au niveau de développement de la discipline (nombre de postes souvent importants dans certaines universités et d'autres où la situation est encore fragile avec un faible encadrement) mais partout un nombre important d'étudiants, une charge importante de travail pour le suivi de ceux-ci et un manque de moyen humain et financier.
- 3 Au plan des diplômes, soit l'ethnologie est enseignée au sein de deuxièmes et troisièmes cycles d'ethnologie (quand l'habilitation a été obtenue et ouverte), soit elle est enseignée au sein de cursus de sociologie, ou encore au sein de formations autres (au sein d'IUT ou IUFM) avec des collègues ethnologues en postes (qui tentent difficilement, eux aussi, de faire de la recherche). Il est difficile au vu de la réunion d'en dire plus (bien que la présentation fut plus riche mais le rédacteur n'a pas eu le temps de tout noter).
- 4 Ce pourrait être une des premières tâches de notre association que de recenser et de diffuser de manière exhaustive la liste de tous les collègues ethnologues et l'endroit où

ils dispensent leurs enseignements, le type de diplômes qu'ils gèrent, les spécialités qu'ils y développent, voire là où est enseignée l'ethnologie même de manière marginale y compris par des « non-ethnologues » comme cela a été évoqué plusieurs fois ! Quelques collègues ont fait part de situations de blocages qui empêchent la création de postes ou le développement de la discipline. Là aussi une association forte en lien avec le ministère devrait pouvoir signaler aux présidents d'université de telles situations, même si en l'occurrence un des blocages remarqué est renforcé par la fameuse autonomie des universités. L'association ne pourra en tout état de cause qu'être un moyen de négociation ou de médiation dans ce domaine (avec toutefois l'aide du ministère).

- 5 Il ressort de ce tour de table :
- 6 – un évident dynamisme de l'ethnologie (souvent non visible) ;
- 7 – une forte demande qui n'est pas toujours satisfaite malgré un fort investissement local des collègues ;
- 8 – en tout cas une grande envie de ne pas en rester là ;
- 9 – quelques situations de blocages dommageables.
- 10 Là encore l'association pourrait être le relais de ces initiatives locales, de leurs coordinations, un lieu où s'échangeraient des idées et où se discuterait le développement de l'enseignement et de la recherche avec le ministère. De ce point de vue il apparaît dès le matin (ce sera une discussion de l'après-midi sur initiative des collègues de Lille qui sont pilotes sur le projet de 3/5/8), que cette réforme sera peut-être une chance pour l'enseignement de l'ethnologie, qui pourrait se répartir sur ces trois années universitaires initiales – plutôt que de rester concentré essentiellement sur la licence – ceci grâce à une redéfinition plus généraliste des SHS à laquelle participera Maurice Godelier qui nous a parlé de sa mission en début d'après-midi.
- 11 La matinée se passe très vite (la réunion ayant commencé à 10h30, le tour de table durant jusqu'à au moins 12h.). Une petite demi-heure est consacrée aux perspectives plus structurelles quant à la forme de la future association.
- 12 La date d'une « assemblée générale constitutive » de cette association est déterminée pour le 4 mai à Paris V.
- 13 Une discussion a lieu sur le degré « d'ouverture » de cette association et sur sa vocation. Dans la mesure où cette vocation serait surtout de réfléchir et de proposer des solutions à la question de l'enseignement professionnel et de la formation à la recherche dans le cadre universitaire (évidemment en liaison avec la présence de laboratoires), cette association pourra accueillir tous les collègues titulaires (universitaires, CNRS ou autres) qui sont fortement impliqués dans l'enseignement.
- 14 La forme proposée est l'association loi 1901 avec une classique assemblée générale annuelle qui regroupe tous les adhérents à jour de leur cotisation et qui se dote chaque année (renouvelable par tiers) d'un conseil d'administration (une proposition est de ménager une égale représentation de toutes les universités ou structures – la forme précise restant à discuter). Ce CA se dotera d'un bureau dont le nombre est à définir, suffisamment restreint (4-5 personnes) pour être efficace, qui représentera l'association dans tous les actes juridiques et politiques. Le bon fonctionnement de cette association nécessite des réunions très fréquentes du CA pour définir sa politique et des groupes de travail efficaces sur les différents sujets qui nous préoccupent. Le CA

synthétise le travail de réflexion en le transmettant au bureau pour négociation avec le ministère ou autre.

- 15 La matinée se termine par une minute de silence en hommage à Daniel de Coppet (dont l'enterrement avait lieu dans la matinée), Christian Geffray (et on pourrait aussi rajouter Jean Bazin que nous avons oublié).
- 16 L'après-midi reprend vers 14h15 avec un peu moins de monde (une trentaine de collègues). Cet après-midi est donc consacré à entamer le débat de fond, notamment sur la réforme « 3/5/8 ». Les collègues de Lille III présents nous informent des dispositifs de cette nouvelle réforme pour laquelle ils ont été choisis comme université pilote. En bref le niveau 3 sera plus généraliste avec des associations de disciplines et respectera aussi des parcours personnels des étudiants. D'où une certaine opportunité pour l'ethnologie de renégocier sa participation à des cursus.
- 17 Il apparaît que le niveau 5 qui a été présenté comme bien séparé entre d'un côté un master professionnalisant et de l'autre un master recherche, ne recouvrerait pas, selon nos collègues, une division aussi nette. Le niveau 6/7/8, celui de la thèse, reste encore flou, mais sera certainement très lié aux écoles doctorales et pose en tout cas le problème que soulevaient certaines des contributions reçues avant le 23 mars, de la spécialisation de ces écoles et des formations doctorales. D'où une certaine nécessité pour notre association de penser aussi une carte universitaire de l'ethnologie dans ce domaine, ceci avec la profession, afin que tous ne fassent pas la même chose ou qu'il n'y ait que des formations généralistes, voire noyées dans un syncrétisme disciplinaire ! (vaste discussion en perspective). Rappelons que la question de la professionnalisation de nos étudiants touche aussi malheureusement un grand nombre de docteurs qui ne trouvent pas à se faire recruter et qui travaillent en dehors des grands organismes de recherche ou d'enseignement.
- 18 Maurice Godelier vient nous apporter son soutien et nous informer de la mission qu'il accomplit pour le Premier ministre sur les SHS. Il va bientôt rendre son rapport et évoque la possibilité pour l'ethnologie de se présenter comme une discipline pouvant être un lieu où s'élabore les questions de société de manière plus visible. La question de notre présence dans le secondaire est évoquée (notamment avec l'enseignement des sciences religieuses, mais aussi avec les SE et S). Le rapprochement entre les activités de recherche et d'enseignement sera préconisé avec une obligation pour les collègues du CNRS d'enseigner et des passages plus faciles entre l'un et l'autre des statuts (au moins pour les délégations). Notre collègue nous informe d'une grosse demande dans le domaine des pays d'Europe centrale et d'Asie du sud-est.
- 19 La création de postes sera évidemment dépendante de négociations qui prendront en compte cette donnée essentielle qu'est l'autonomie des universités. Ce qui suppose encore plus que nous nous organisions pour aider au développement de certaines initiatives locales, par la création de postes.
- 20 Le ministère a été mis au courant de notre démarche et nous pourrions assez vite le rencontrer pour discuter de certains points, notamment pour avoir plus d'informations, avant de définir notre politique.
- 21 Les collègues de l'AFA nous proposent de relayer dans leur revue et sur leur site web notre initiative, nous les en remercions. L'APRAS a été aussi représentée, sa présidente s'étant excusée. Notre nouvelle association se devra aussi de penser son rapport avec ces deux associations plus anciennes de la profession...

22 La journée se termine vers 16 heures.

NOTES

1. Liste des présents : J.-L. Adam (Tours), F. Affergan (Paris V), M. Albert-Lorca (Toulouse), A. Babadzan (Montpellier), T. Barthélemy (Paris VIII), L. Bazin (CNRS-AFA), A. Bertho (Paris VIII), I. Bianquis (Strasbourg II), P. Bidart (Bordeaux II), J.-L. Bonniol (Aix), F. Bourdarias (Tours-AFA), J.-F. Boursier (Paris VIII), M. Cegarra (Lille-IUFM), B. Champion (La Réunion), S. Chevallier (Besançon), M. Cresswel (Paris V), M. Cros (Bordeaux II), D. Cuhe (Paris V), D. Dimitrijevic (Nice), P. Erikson (Paris X), V. Feschet (Aix), C. Ghasarian (Lille III), M. Godelier (EHESS), J.-C. Godin (Amiens), A. Jacquemot (Lille III), D. Jonckers (Bruxelles-CNRS), V. Kotobi (Bordeaux III-IUT), O. Leservoisier (Paris V), R. Lioger (Metz), B. Masquelier (Amiens), F. Maurin (Toulouse), J.-L. Nahel (Rouen), E. Navet (Strasbourg II), L. Obadia (Lille III), F. Picon (Paris V), R. Pottier (Paris V), A. Raulin (Paris V), T. Roche (Amiens), G. Seye (Paris VIII), B. Vernier (Lyon II), J.-P. Warnier (Paris V).